

Le spectre de la crise financière, économique et sociale de 2008 hante toujours les esprits. Le choc a fait trembler la structure économique des pays les plus riches et mis au jour une vulnérabilité que l'on croyait réservée aux autres continents. Et si la « crise » européenne durait ? Au vu des nouvelles du monde, il est plutôt légitime de se poser la question.

D'abord, on est surpris par la convergence et la magnitude des « crises » au niveau mondial : climat, énergie, pollutions, épidémies, conflits, chômage, précarité, émeutes... Tout semble s'accélérer et converger vers des tensions de plus en plus palpables, y compris en Europe. Ensuite parce que cela *est en train d'arriver*. Dans les années 70, les écologistes, les écolgues et certains économistes hétérodoxes annonçaient des catastrophes à venir. Aujourd'hui, ces catastrophes globales, le climat, les pollutions, la perte de biodiversité ou la fin du pétrole bon marché, sont déjà là. La

question n'est donc plus de savoir comment les éviter, mais comment s'y adapter.

## **L'avenir de l'abondance**

Au siècle dernier, le développement de l'agriculture industrielle et de la révolution verte a permis de tripler les rendements agricoles moyens par hectare. Aujourd'hui, le système alimentaire<sup>1</sup> industriel mondial ne nourrit pas la planète<sup>2</sup>, mais il réussit parfaitement ce pourquoi il a été conçu : approvisionner les marchés internationaux avec un petit nombre d'espèces végétales et animales, et produire d'immenses profits à court terme. En 2007, par exemple, 18 % de la production mondiale de viande et 17 % de la production de céréales ont été produits en Europe. C'est l'une des régions les plus productives du monde : les rendements de céréales y sont en moyenne 40 % plus élevés qu'ailleurs sur la planète<sup>3</sup>. Le système alimentaire européen permet donc aujourd'hui de nourrir une population dense et même d'exporter massivement vers le reste du monde.

Mais le « succès » de la révolution verte est conditionné par deux postulats : une disponibilité illimitée en énergies fossiles bon marché et une stabilité du climat. Or, ces deux postulats sont aujourd'hui remis en cause, ce qui permet, au moins, de se poser la question de la viabilité de tels systèmes alimentaires. Il ne s'agit pas uniquement d'un problème d'agriculture : la sécurité alimentaire<sup>4</sup> de l'Europe dépend presque entièrement du système industriel dans son ensemble, c'est-à-dire, pour la voir de manière verticale, toute la filière allant du champ à la décharge en passant par le supermarché et l'assiette.

Dès lors, si un tel système n'est pas viable à long terme, et si les crises s'amplifient, y a-t-il un risque que l'Europe ne mange bientôt plus à sa faim ? Il peut paraître décalé, voire absurde d'aborder le thème de la sécurité alimentaire dans une région industrialisée qui n'a pas souffert de grande famine depuis plus de 60 ans et dont les taux d'obésité ne font qu'augmenter. Cela peut même sembler obscène alors que des millions de personnes ne mangent pas à leur faim sur d'autres continents. La FAO estime ainsi à 850 millions le nombre d'êtres humains sous-alimentés; à deux milliards ceux qui souffrent de malnutrition<sup>5</sup>. En réalité, ce sont les deux faces d'une même pièce : le système alimentaire industriel du Nord fabrique l'insécurité alimentaire du Sud, il crée par ailleurs les conditions de sa propre vulnérabilité. Nous verrons dans ce rapport que la sécurité alimentaire n'est pas un problème réservé aux pays du Sud.

### **Changer de logiciel**

Ce rapport est né d'un constat : dans la presse et dans le monde académique, les analyses sur l'alimentation sont souvent partielles et cloisonnées à une ou quelques disciplines. Plus précisément, il manque cruellement d'analyses de l'ensemble des systèmes alimentaires (la plupart se contentent de l'agriculture), et d'analyses systémiques des crises qui nous frappent. On parle d'énergie sans mentionner la biodiversité, on s'alarme du climat en oubliant le pétrole, on rêve de nouvelles technologies alors que les crises économiques amputent des budgets de recherches, etc. C'est le premier manque qu'entend combler ce rapport.

Par ailleurs, il est très rare qu'un essai sur l'alimentation se situe dans un horizon de rupture, c'est-à-dire un horizon intégrant la possibilité que d'immenses chocs déstabilisent l'ensemble de la société au point de ne plus retrouver les conditions normales de fonctionnement des systèmes alimentaires. La plupart des analyses évoquent des trajectoires de progrès linéaire, que nous appellerons « continuistes », aussi bien du côté des optimistes du progrès technique que de ceux de la décroissance conviviale. Il est cependant urgent, à l'heure des catastrophes, de poser enfin les bases d'une politique alimentaire « catastrophiste ». Soyons très clairs : cela ne signifie évidemment pas que l'on souhaite ces catastrophes, ni que l'on renonce à les éviter, mais qu'enfin l'on accepte leur présence, afin simplement de concevoir des politiques plus pragmatiques, et donc plus efficaces. C'est le deuxième objectif du rapport.

Penser les catastrophes convoque donc un imaginaire totalement nouveau qui rend presque instantanément obsolète tout discours ou toute proposition continuiste. Il faut alors reprendre tout à zéro, à la racine, et faire des propositions *radicales*, précisément. Il est indispensable, voire vital, d'inventer, d'imaginer, d'oser, au risque de proposer des pistes farfelues. Mais c'est un risque bien plus acceptable que ce qui nous attend si nous n'osons plus. Et si l'on ne peut pas le faire dans un rapport prospectif comme celui-ci, alors où le peut-on ? Tel est donc le troisième objectif poursuivi : tracer des chemins originaux et inventer un cadre théorique audacieux pour les systèmes alimentaires de demain. C'est le concept de résilience, ici, qui a servi de guide.

Mais il ne faudrait pas non plus se cantonner à la théorie et à un raisonnement « hors-sol ». Une multitude d'expériences originales et d'alternatives ont déjà germé aux

marges du système alimentaire industriel, mais trouvent bien souvent des difficultés pour se pérenniser, croître, et « faire système ». Par exemple, certaines formes d'agriculture non conventionnelles comme l'agriculture biologique, la biodynamie, l'agroécologie, la permaculture ou l'agriculture urbaine prennent leur envol et gagnent en crédibilité ; des réseaux de distribution alternatifs se structurent, généralement en circuits courts ; d'autres formes de consommation ou même de gestion des déchets, comme le compostage de quartier, font également leur apparition. C'est le dernier objectif du rapport : analyser le potentiel de quelques expériences émergentes, et ainsi les rendre visibles grâce à ce nouvel imaginaire de rupture.

## **Cheminement**

Nous voyons déjà un fil rouge émerger. La première étape sera logiquement consacrée à une description des « crises ». Si cette entrée en matière demeure assez classique, elle n'est pas pour autant ennuyeuse, et s'avère relativement originale. Il serait dommage de la sauter sous prétexte qu'on veut éviter les mauvaises nouvelles ou que l'on croit en connaître l'essentiel. Cette première partie, inspirée directement des dernières publications scientifiques, est un pilier du rapport car elle génère un choc absolument nécessaire à la compréhension des propositions suivantes. En général, après l'avoir lue, on s'arrête pour respirer un bon coup. Son originalité tient au fait qu'elle met en évidence le caractère systémique de ce qui nous arrive. Non seulement le système alimentaire industriel contribue à un ensemble de catastrophes que subissent notre planète et nos sociétés, mais en retour, ces crises affectent ce système de manière inquiétante, au point

de le rendre très vulnérable. La nouveauté est de constater que toutes ces menaces interagissent, et pourraient provoquer un effet domino qui déstabiliserait rapidement et globalement l'ensemble du système. Penser la sécurité alimentaire de l'Europe implique donc d'adopter une pensée systémique et transdisciplinaire, et de traiter les crises simultanément dans un laps de temps très court. Dans cette optique, il devient assez évident que continuer des politiques de *statu quo* met en danger la stabilité et la pérennité du système alimentaire industriel, autrement dit, rien moins que la survie de notre civilisation.

Pour espérer changer de trajectoire, il faut proposer des changements profonds, qui vont jusqu'à bouleverser les fondements imaginaires de notre civilisation. Ainsi, *exit* la croissance, donnons-nous comme leitmotiv la résilience : la capacité pour un système de maintenir ses principales fonctions malgré les chocs, y compris au prix d'une réorganisation interne<sup>6</sup>. Faisons le deuil de ce désir d'une croissance qui ne reviendra plus jamais faute de carburant fossile, et essayons d'utiliser les principes généraux de la résilience des systèmes socio-écologiques pour concevoir la structure et le fonctionnement des futurs systèmes alimentaires. On les imagine locaux, diversifiés, décentralisés, cycliques, transparents, et surtout basés sur une grande cohésion sociale à une échelle locale. Quant à l'agriculture, elle devra désormais être cadrée par deux principes fondamentaux : restaurer les écosystèmes et se limiter uniquement aux énergies renouvelables. Agriculture « de réparation » ou « de régénération » donc, mais aussi agriculture « solaire ». Enfin, en bout de chaîne, pour qu'un système alimentaire résilient se maintienne malgré les crises, il est fondamental que les consommateurs, qui tirent la demande, prennent conscience

## *Introduction*

des mécanismes du système et de ses limites. Sans cela, toute transition est impossible.

Appliquer ces principes transformera profondément l'aménagement de nos villes, qui sont aujourd'hui conçues sur des modes de fonctionnement à l'opposé du principe de résilience (centralisation, transports longue distance, gabegie énergétique, etc.). À l'avenir coexisteront vraisemblablement une multitude de petits systèmes alimentaires au lieu d'un seul système dominant. Les réseaux de distribution seront bien plus courts et apporteront aux citadins les produits d'une agriculture urbaine émergente et très innovante. La production urbaine ne suffira toutefois pas à nourrir les villes, et nécessitera la (re)mise en culture et la sécurisation des ceintures péri-urbaines, ainsi que la revitalisation des campagnes. Dans les zones rurales, le chantier est immense : les exploitations devront non seulement fournir une production alimentaire régionale diversifiée, mais seront aussi forcées, en l'absence d'énergies fossiles abondantes, de produire de l'énergie pour l'ensemble du territoire. La grande descente énergétique annonce ainsi la fin des monocultures et du labour à grande échelle, et surtout le retour d'une génération entière de nouveaux paysans. Les instabilités climatiques, quant à elles, favoriseront une agriculture privilégiant les polycultures de plantes vivaces, principalement des arbres et des arbustes qui, sans consommer beaucoup d'énergie, protègent et restructurent les sols et la biodiversité tout en produisant de bons rendements.

Nous ne partons pas de rien. En réalité, les graines des nouveaux systèmes alimentaires ont été semées. Le cadre de transition esquissé dans ce rapport est déjà incarné sur le terrain. De multiples petites expériences alternatives, souvent à la marge et parfois économiquement viables, émergent

partout autour du globe, là où la sécurité alimentaire vacille, et où des citoyens conscients des menaces décident d'agir collectivement. Dans les pays industrialisés, même sans graves problèmes de famine, l'agriculture urbaine revient en force. Ses bénéfices ne sont pas uniquement alimentaires, ils sont aussi sociaux : amélioration du cadre de vie, création d'emplois, cohésion sociale, etc. Dans les campagnes, les expériences d'une agriculture « post-pétrole » et « post-industrielle » sont assez isolées mais heureusement prometteuses, car très productives, sobres en énergie et même... économiquement viables ! Toutes ces expériences, invisibles car pionnières, s'insèrent parfaitement dans ce nouveau cadre théorique de la résilience. Ainsi, elles donnent chair à ce cadre, et inversement, ce dernier permet de les rendre plus visibles et compréhensibles par le grand public.

La transition est donc vue ici comme le passage d'un système industriel dominant à de multiples systèmes très divers, plus autonomes en énergie, plus simples et plus locaux. Mais si la transition a déjà démarré aux marges du système, il est grand temps de passer à la vitesse supérieure et de mettre en place une transition planifiée à grande échelle de manière bien plus officielle. Une telle transition comporte toutefois des obstacles de taille. Parmi ceux-ci, pointons-en deux, essentiels : la nécessité d'un changement massif des choix des consommateurs (la demande), et le système de verrouillage de l'innovation technique (*lock-in*). Mais surtout, la mise en place d'une grande politique de transition rapide, coordonnée, volontariste - et forcément *linéaire* - ne doit pas faire oublier la création de forces opérationnelles travaillant sur des scénarios de catastrophes. Prévoir les deux est un facteur très important de résilience.

## Aller de l'avant

Ce rapport aborde la question de l'avenir de l'alimentation européenne indépendamment des contingences politiques à court terme, en particulier les discussions autour de la nouvelle PAC (Politique Agricole Commune). Ceci afin de pouvoir projeter librement une imagination et des logiques très loin dans le temps, sans refuser *a priori* d'idées considérées comme incongrues, atypiques ou même anachroniques. Cet exercice prospectif n'a pas vocation à déboucher sur un modèle quantitatif et chiffré ; il se contente d'arguments qualitatifs et de descriptions d'expériences qui ont pour seul but de transformer l'imaginaire. Il se propose surtout d'explorer un scénario non linéaire de l'avenir, ce qui est très rarement abordé dans ce genre de travaux. Enfin, il examine un problème d'une extrême complexité en un nombre très limité de pages. Malgré toute la rigueur qu'il est possible de mettre en références bibliographiques, certaines parties de l'étude ne manqueront pas d'apparaître à certains comme peu subtiles ou peu rigoureuses. Puissent ces critiques permettre d'amorcer des débats qui, il faut le souligner, font cruellement défaut lorsqu'il s'agit de penser des politiques de long terme.

Néanmoins, l'aspect systémique du constat (accablant) et de l'objet d'étude (le système alimentaire), la prise en compte d'un scénario de discontinuité, ainsi que la compilation d'expériences de terrain font de ce rapport un objet original. Les chemins de transition proposés surprendront probablement plus d'un lecteur, comme ils m'ont surpris lors de mes recherches et de la rédaction de ce rapport. Celui-ci n'est qu'une invitation à entamer des recherches plus avan-

cées et à élaborer des propositions politiques de plus en plus concrètes.

Ce rapport ne s'adresse pas uniquement aux agronomes et aux experts des questions agricoles. Il s'adresse à tous les citoyens, à tous les élus touchés par la question de l'alimentation, c'est-à-dire globalement à toutes les personnes à qui il arrive de manger au moins une fois par jour. En effet, la nourriture, plus précisément les systèmes alimentaires, possèdent cette capacité particulière de lier toutes les crises (climat, énergie, biodiversité, faim, cohésion sociale, économie, géopolitique, gouvernance, etc.). Entrer en transition par la voie des systèmes alimentaires apparaît donc comme un excellent outil de mobilisation.

Le temps presse. Alors que nous avons encore la possibilité de construire un « développement durable » dans les années 70, il est aujourd'hui trop tard. L'imminence de perturbations systémiques de grande ampleur nous oblige à construire rapidement des petits systèmes résilients dans l'urgence. Au fil des mois, lors de mes conférences et en écoutant les réactions suscitées par ce rapport, j'ai remarqué que beaucoup de personnes ressentaient cette urgence sans oser la partager, par peur de passer pour un Cassandre ou de briser le moral de leurs proches. Quelques-uns, toutefois, parvenaient à l'exprimer mais se heurtaient à l'incompréhension, voire au déni de leur entourage. Sur la place publique, il n'est pas de bon ton de parler de catastrophes. Peu de voix<sup>7</sup>, et encore moins de médias, s'élèvent pour annoncer clairement ce qui risque d'arriver. Mon sentiment est qu'il faut dire les choses le plus clairement et le plus lucidement possible, même si cela fait mal, en évitant les postures caricaturales des discours apocalyptiques ou, au contraire, un déni naïf. Un processus normal de deuil traverse des étapes

## *Introduction*

de colère et de tristesse. Cela reste sans doute valable pour un système alimentaire. Ce n'est pas le rejet de ces émotions, mais bien leur accueil, qui permettra d'aller de l'avant.